



Publié sur Eco89 (<http://eco.rue89.com>)

# EDF : des ambitions outre-Manche chères et risquées

Par Sophie Verney-Caillat  
Créé 11/06/2008 - 17:28



EDF a déposé le 5 novembre son offre de rachat [1] sur British Energy [2]. Officiellement, cette mainmise sur le nucléaire britannique doit permettre à l'entreprise publique de devenir le premier producteur d'électricité en Europe, le premier exploitant nucléaire au monde. Mais la plus importante acquisition de l'histoire d'EDF (15,2 à 15,7 milliards d'euros) n'est-elle pas une mauvaise affaire en pleine crise? C'est en tous cas ce que suggère une récente étude indépendante.

L'opération s'est engagée en mars dernier dans la foulée de la visite de Nicolas Sarkozy à Londres. EDF a déjoué plusieurs embûches pour mener à bien un projet clé pour le président Gadonneix. Il a fallu relever le prix après une proposition fin juillet jugée trop basse, alors même que le Français était le seul le seul offereur.

Puis, le prêt de 14 milliards n'est pas si simple à obtenir des banques. EDF a aussi des soucis de crédit relais", comme le révélait Les Echos [3] lundi: les sept banques qui doivent financer l'opération peinent à trouver des partenaires pour partager le risque. "Rien ne remet en cause l'opération pour l'instant", assure EDF, qui, comme le gouvernement, la juge stratégique. Pourtant, les nombreuses sources auxquelles a eu accès Eco89 peuvent faire douter de son bien-fondé.

**British Energy serait-il trop cher payé?**

[4]Fin septembre, une union syndicale (rare) s'est formée, allant de la CGC à Sud, pour dénoncer un prix "deux fois trop élevé". Puis, lassés de ne pas être entendus, les représentants des salariés du "comité d'établissement tête de groupe" d'EDF ont missionné le cabinet indépendant Alpha pour une valorisation de British Energy (voir le document ci-contre).



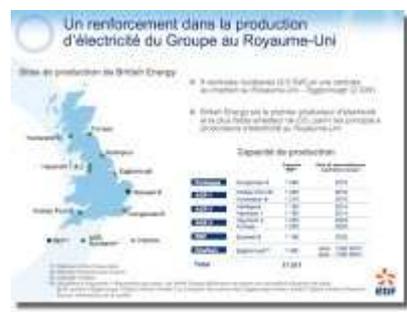
L'expertise d'Alpha, qu'Eco89 publie en exclusivité, valorise l'offre à 9 milliards d'euros. Alpha conclut ainsi qu'EDF s'apprête à payer un "premium" de plus 6 milliards d'euros, censé se justifier par la possibilité offerte de construction d'un programme d'EPR (European Pressurized Reactor), ces centrales nouvelle génération dont la première est en construction à Flamanville (Manche).

De plus, relève Alpha, le coût d'investissement annoncé pour la construction de chaque EPR au Royaume-Uni reviendrait à 4,5 à 5 milliards d'euros, comparé aux 3 milliards en France, à quoi il faut ajouter l'amortissement de la prime de 6 milliards d'euros. Alpha s'interroge: "le nucléaire resterait-il dans ces conditions compétitif" sur le marché de l'énergie en Grande-Bretagne? A EDF, on semble ne pas en douter: "C'est le juste prix", commente le service communication.

### La justification de l'opération ne tient pas

L'objectif d'EDF dans cette croisade outre-Manche est de faire des économies d'échelle, de l'ordre de 10 à 15%, sur la construction de quatre EPR entre 2017 et 2025, soit un marché alléchant.

[5]Or l'entreprise omet de préciser qu'elle a déjà acquis, au printemps dernier, deux sites en vue d'y construire deux à trois EPR, à Hinkley Point et Wylfa.



Dans une lettre aux administrateurs, publiée sous le titre "note complète sur l'affaire British Energy" sur le site créé par les socialistes salariés de l'entreprise [6], le comité d'établissement s'interroge:

"Pourquoi donc acheter BE alors que la surface disponible pour construire trois EPR est déjà en possession de l'entreprise française?"

[7]Une lettre ouverte de cadres supérieurs d'EDF, qu'Eco89 s'est procurée, en rajoute:

"Il est insensé qu'EDF accepte de verser le prix de quatre EPR neufs pour récupérer un seul site, celui de Sizewell, dont le prix normal serait de l'ordre de 100 à 200 millions d'euros."

Au passage, EDF va devoir gérer un parc de centrales existantes, qui vont progressivement être démantelés. Cela représente "la moitié des moyens de production de la Grande-Bretagne d'ici 2025", admet une porte-parole d'EDF.

Les terrains "où sont assises les centrales nucléaires existantes



de BE ne sont pas utilisables pour y implanter de nouvelles centrales EPR puisque les lois physiques imposent au béton qui enserme le cœur nucléaire encore radioactif des anciennes tranches de reposer sur place environ cent ans, de plus la surface du reliquat de terrain disponible ne suffit pas à l'implantation d'un nouveau réacteur", écrivent les cadres supérieurs d'EDF dans le même courrier.

Gilles Le Blanc, expert en politiques industrielles, s'en inquiétait déjà [8] dans un post sur son blog:

"EDF encourt des risques, car les centrales actuelles de British Energy sont anciennes et leur sécurité aléatoire. EDF va devoir gérer un parc vieillissant, sans compter le démantèlement et la décontamination des centrales."

En cas d'incident grave sur les centrales rachetées à BE, la responsabilité d'EDF, et donc de l'Etat français actionnaire, sera engagée. A se demander si l'Etat britannique ne cherche pas à transférer un risque à son cher voisin?

### Une entreprise comme les autres?

Si la fronde gronde autant en interne, c'est que "le comité des engagements et participations" (organe d'alerte et de contrôle des risques mis en place depuis l'OPA sur l'Italien Edison au début des années 2000) n'a pas été consulté alors que "doivent lui être soumis tous les projets d'investissements dont le montant dépasse 20 millions d'euros". "Toutes les règles de gouvernance ont été respectées", se contente de répondre EDF.

Syndicats, service-experts de l'entreprise, petits actionnaires s'interrogent sur la stratégie du PDG Pierre Gadonneix et du rôle en sous-main que joue l'Etat, qui a négocié au plus haut niveau avec le gouvernement britannique. Un cadre dirigeant, qui a suivi l'affaire et souhaite rester anonyme, se demande si l'Etat n'est pas en train de "fragiliser EDF pour dire ensuite qu'il faut le privatiser".

Gadonneix a d'ailleurs déclaré, fin septembre, qu'"à terme, la part de l'Etat baisserait". Elle est actuellement de 84,6% et ne peut légalement descendre sous les 70%... à moins de revoir la loi? Des voix s'élèvent pour réclamer un débat parlementaire sur le sujet. Pour l'instant, seul le parti communiste en a officiellement fait la demande.

### Pour un débat parlementaire

Le groupe socialiste d'entreprise nationale EDF-GDF, qui regroupe les socialistes de l'entreprise en a appelé le 19 octobre la direction à "interrompre l'achat de British Energy" car "EDF n'a pas à jouer 16 milliards à la bourse britannique ni à financer les conséquences de la crise".

Mais le Parti socialiste semble timide à les suivre. Le dernier communiqué officiel du PS publié, celui du secrétaire national Alain Vidalies se contente de mettre en garde les pouvoirs publics "contre la tentation de faire tomber dans la sphère

#### Les ambitions internationales d'EDF

EDF a tenté récemment de racheter l'exploitant de centrales nucléaires américains Constellation, mais se l'est fait rafler [9] par le milliardaire Warren Buffett, malgré une offre supérieure. EDF, qui contrôle déjà les électriciens EnBW en Allemagne et Edison en Italie, s'est fait contrarier en Espagne, où il a lorgné pendant plusieurs mois l'électricien Iberdrola. Mais ce dernier, opposé à sa venue, a multiplié les recours judiciaires. Enfin, EDF mise sur son développement en Afrique du Sud où il attend avec le groupe nucléaire français Areva un feu vert du gouvernement pour la construction de douze EPR d'ici 2025.



privée la gestion du nucléaire".

Seul le Parti communiste a pour l'instant demandé un "débat national" sur la politique énergétique. Le secrétaire du "comité tête de groupe", Tancrede Motta, prévient:

"Au moment de la publication des comptes, début 2009, on devrait se rendre compte de ce qu'EDF a payé en trop, et du coup ça pourrait peut être alerter les députés, la cour des comptes... même si on aurait préféré que les consciences se réveillent plus tôt."

Le sujet mérite bien un débat, voire une enquête parlementaire. En attendant, il faut déjà que les services européens de la concurrence donnent leur aval à cette OPA, ce qui doit être fait d'ici le 8 décembre. A terme, huit des dix centrales nucléaires britanniques doivent tomber dans le giron français.

*Photo: la centrale nucléaire d'Hunterston, près de Largs en Ecosse (David Moir/Reuters).*

Copyright Rue89 2007-2008 -- [CGU](#) -- [Mentions légales](#) -- [FAQ](#) -- [Publicité](#) -- Site réalisé à l'aide de logiciels libres ([Drupal](#))

---

**URL source:** <http://eco.rue89.com/2008/11/06/edf-des-ambitions-outre-manche-cheres-et-risquees>

**Liens:**

- [1] [http://afp.google.com/article/ALeqM5hcIsYGTNeuTAoBblrSIZg92VmG\\_Q](http://afp.google.com/article/ALeqM5hcIsYGTNeuTAoBblrSIZg92VmG_Q)
- [2] <http://www.british-energy.com/>
- [3] [http://afp.google.com/article/ALeqM5hcIsYGTNeuTAoBblrSIZg92VmG\\_Q](http://afp.google.com/article/ALeqM5hcIsYGTNeuTAoBblrSIZg92VmG_Q)
- [4] <http://eco.rue89.com/files/20081106BEsynthese.PDF>
- [5] <http://eco.rue89.com/files/20081106SitesBig.jpg>
- [6] <http://gsen.edfgdf.free.fr/Crise/accueilcrise.htm>
- [7] <http://eco.rue89.com/files/20081106LettreEDFBE.pdf>
- [8] [http://eco.rue89.com/bazar/2008/10/06/edf-1-attirance-ambigue-du-nucleaire-britannique" target="\\_blank](http://eco.rue89.com/bazar/2008/10/06/edf-1-attirance-ambigue-du-nucleaire-britannique)
- [9] [http://www.lemonde.fr/economie/article/2008/10/16/edf-renonce-a-surencherir-sur-constellation-energy\\_1107686\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2008/10/16/edf-renonce-a-surencherir-sur-constellation-energy_1107686_3234.html)